

« Nouvelle Revue de Psychologie » et « nouveaux psychologues »

Résumé :

Ce texte est l'éditorial du premier numéro de la *Nouvelle Revue de Psychologie*, qui ne publia que cinq numéros (dont deux doubles) entre 1985 et 1986, à l'époque où la profession de psychologue se mobilisait autour de la reconnaissance légale de son titre. La ligne éditoriale exprime le projet d'étayer les pratiques des psychologues sur la production de connaissances robustes au plan scientifique, ce qui implique d'identifier l'originalité épistémologique de cette production, issue de la clinique. Le texte est en même temps une réflexion sur l'inscription sociale des psychologues, sur les positions de pouvoir qu'ils sont appelés à occuper dans l'avenir, mais aussi sur l'essence particulière de ce pouvoir, les concernant : non pas un pouvoir réel de contrainte, ni un pouvoir idéologique, mais un pouvoir symbolique qui contribue à l'approfondissement des subjectivités et des différences.

Mots-clés : Psychologue (profession), Pratiques psychologiques, Clinique psychologique, Épistémologie clinique, Sociétés complexes, Pouvoir (définitions)

Avec la parution de ce premier numéro d'une nouvelle revue, l'Institut Européen de Psychologie franchit un pas important dans le développement de ses activités.

La décision n'était pas tout : il fallait nommer l'enfant. Déjà, chacun fourbissait ses armes rhétoriques pour une discussion à l'issue incertaine, car on sait l'importance que les intellectuels, et les psychologues en particulier, attachent aux mots. Au milieu des arguments déjà sortis de leurs fourreaux, Nadia Frichet nous propose d'appeler tout simplement cette nouvelle revue de psychologie: « Nouvelle Revue de Psychologie ».

Échanges de regards. Silence de l'affrontement suspendu. « Le choc des mots », pourrions-nous pasticher, « quand ils ont le poids d'une photo ».

Pourquoi pas ? L'intitulé « Nouvelle Revue de Psychologie » ne suggère rien de précis en lui-même. Il invite donc les lecteurs à juger le produit sur pièce, plutôt que sur son étiquette. Il laisse aussi, dans une mesure que nous espérons large, aux auteurs eux-mêmes le soin de définir les contenus et l'orientation future de cette revue.

Pour autant, le titre de cette revue n'est pas exempt de tout effet de signifiant. D'emblée, il suggère l'idée d'une « nouvelle psychologie », à laquelle œuvreraient de « nouveaux psychologues ». Idée un peu provocante, séductrice peut-être, sauf à considérer qu'on n'entend plus guère aujourd'hui parler de ces « nouveaux philosophes », de cette « nouvelle droite », de cette « nouvelle cuisine » et autres vieilles nouveautés surgies en leur temps sous les projecteurs des médias et disparues depuis : le problème de la nouveauté, c'est qu'elle ne reste pas longtemps nouvelle.

Que recouvre cette idée qu'il y a du nouveau dans le monde de la psychologie ?

Depuis trois ou quatre ans, l'évolution de la psychologie et de la profession de psychologue a été marquée par plusieurs rencontres importantes et par la parution d'une série d'ouvrages portant sur l'état de notre discipline¹, sur son unité et sur sa diversité², sur les modalités de son inscription sociale et politique³, sur son avenir⁴.

¹ F. Bresson, Rapport sur l'état de la psychologie, in M. Godelier, *Les sciences de l'homme et de la société en France : analyse et propositions pour une politique nouvelle*. Rapport au ministre de la Recherche et de l'Industrie, La Documentation Française, Paris, 1982, pp. 499-520.

Une telle concentration dans le temps d'écrits et de rencontres ne saurait être le fait du hasard. Elle résulte d'une conjonction entre l'évolution de notre profession et l'évolution historique de la société dans son ensemble, en particulier de la distribution du pouvoir dans cette société. En effet, l'enjeu de ces écrits et de ces rencontres n'est pas mince, car il s'agit peut-être pour nous, psychologues, de rien de moins *qu'un choix entre assumer une position de pouvoir au sein de la société, ou disparaître.*

L'alternative semble extrême, encore que nous ayons à revenir sur la nature particulière du pouvoir que nous aurions à revendiquer. Elle semble contradictoire, surtout : comment un groupe professionnel, dont nous disons par ailleurs qu'il est menacé de disparaître, peut-il être en même temps susceptible de prendre du pouvoir ?

Pour comprendre cette contradiction, qui n'est qu'apparente, il nous faut précisément penser notre profession dans son inscription sociale, c'est-à-dire dans les fonctions qu'elle remplit dans la société, que ce soit ou non à son insu, et dans la part qu'elle prend à la redistribution du pouvoir en cours entre groupes sociaux et professionnels depuis une trentaine d'années.

Nos sociétés modernes peuvent être qualifiées de complexes. Le développement économique des dernières décennies s'est traduit par une modification des structures sociales dans les pays industriels avancés. Les rôles et les fonctions socio-économiques se sont multipliés et se sont diversifiés. La spécialisation croissante des tâches rend les groupes sociaux et professionnels de plus en plus interdépendants. Les individus eux-mêmes, en fonction des qualifications personnelles qu'ils développent, ne sont plus complètement interchangeables à la place qu'ils occupent dans leur entreprise ou leur administration.

Cette évolution économique et sociale a bien sûr une traduction en termes de pouvoir. On voit qu'on est assez loin aujourd'hui du tableau que brossaient de la société capitaliste achevée le marxisme ordinaire et une certaine littérature d'anticipation, à savoir : une société dans laquelle une poignée d'hommes, grands bourgeois ou grands bureaucrates, aurait régné sans partage sur une masse de manœuvres et de préposés aux écritures, idéalement faibles individuellement parce que parfaitement interchangeables, et forts seulement dans leur union.

À l'encontre de ce schéma d'un pouvoir hyperconcentré, les sociétés modernes manifestent une *dissémination du pouvoir réel*. De plus en plus, un groupe social ou professionnel particulier acquiert le pouvoir de stopper l'ensemble de la machine, simplement en se croisant les bras. Par contre, aucun groupe, et surtout aucun individu, n'a plus à lui seul le pouvoir de la faire redémarrer et, d'une façon générale, de la faire fonctionner : il faut à cela un consensus minimal de tous ceux qui participent à ce fonctionnement. Cette dilution du pouvoir est inhérente au développement des sociétés modernes. Et ce qui se passe en Pologne en ce moment tend à montrer que le même problème se pose peu à peu dans les pays de l'est, à mesure que leur structure technologique et économique se modernise et se diversifie.

² C. Chiland (sous la dir. de), Unité et interdisciplinarité de la psychologie, *Revue de Psychologie Appliquée*, 1981, n° 2. À noter également, la réédition récente de l'ouvrage de D. Lagache sur *L'unité de la psychologie* (1^e éd, 1949).

³ R. Castel, *La gestion des risques. De l'antipsychiatrie à l'après-psychanalyse*, Ed. de Minuit, Paris, 1981. *Le psychologue dans le secteur sanitaire et social*, Journées organisées dans le cadre du Département d'Éducation Permanente de l'Université Louis Pasteur, Strasbourg, 3-4-5 Mars 1983, Actes des journées en diffusion restreinte : ARIEP, 40 rue du Tivoli, 67000 STRASBOURG.

Les psychologues entre la tentation analytique et la prise de pouvoir institutionnelle, Journées d'études de l'ANREP, Paris, 15-16-17 Avril 1983, Actes publiés dans les Cahiers de l'ANREP, 1984, n° 1/2.

Les psychologues et la société : quelles réponses pour quelles demandes ?, Forum professionnel du *Journal des Psychologues*, Paris, 22-23-24 Juin 1984. Actes à paraître dans le *Journal des Psychologues*.

⁴ P. Fraisse (sous la dir. de), *Psychologie de demain*, PUF, Paris, 1982.

À cet égard, les praticiens de la communication et de la parole occupent dans nos sociétés une position-clé. Et on saisit aussi que dans l'approche de ces problèmes, où ce qui *différencie* les gens et les groupes acquiert autant, sinon plus, d'importance que ce qui les *rassemble*, le psychologue le dispute de plus en plus au sociologue et au politique.

Cependant, autant cette position est importante *objectivement*, autant il est vrai que les psychologues s'y reconnaissent rarement. Leurs discours professionnels, centrés sur la relation interindividuelle, préfèrent le plus souvent isoler cette dernière de son contexte social et historique. Il y a, dans cette difficulté de notre profession à assumer une position de pouvoir, des raisons éthiques, mais il y a aussi les effets d'une aliénation de ce pouvoir par des discours qui nous en déposèdent et dont la force tient à ce que, sans en être les auteurs, nous nous y reconnaissons cependant.

Ce processus d'aliénation dans des discours révèle l'importance d'un pouvoir d'une autre nature, celui de l'idéologie.

La dissémination du pouvoir réel dans les sociétés complexes a quelque chose d'inquiétant, d'angoissant même, en particulier pour ceux dont la tâche est de gouverner, de décider, de prendre des responsabilités. Il n'y a donc rien d'étonnant, et rien de contradictoire, à ce qu'à tous les niveaux de l'organisation sociale y réponde un renforcement des politiques et des pratiques de contrôle.

À tous les niveaux : cela veut dire que c'est la même crainte devant la dilution du pouvoir qui impulse au niveau le plus élevé une certaine orientation dans l'informatisation de la société, une politique de défense fondée sur la maîtrise des armes par un petit nombre, ou bien une politique énergétique centralisatrice fondée sur le nucléaire, et qui, à un niveau qui nous est plus familier, sous-tend les demandes qui peuvent nous être adressées de dépister et d'évaluer les personnes les mieux adaptées à tel poste de travail ou, au contraire, les personnes représentant un risque pour la société et ses institutions, personnes qui sont alors aussi susceptibles de nous être adressées pour un traitement rééducatif ou thérapeutique du comportement,

Cependant, la réalité bien matérielle d'une centrale nucléaire, comme celle d'un dossier psychiatrique, ne doivent pas nous dissimuler le caractère fortement *imaginaire* de ces politiques et de ces pratiques de contrôle. Leur échec, dans nombre de cas, manifeste d'ailleurs l'impossibilité objective d'un contrôle accru dans des sociétés complexes. Il n'est nécessaire, pour s'en convaincre, que d'examiner le bilan d'un certain « travail social » qui, malgré le nombre croissant des travailleurs sociaux et de toutes les formes d'« experts », ne peut empêcher la multiplication des situations d'inadaptation et l'approfondissement des processus de marginalisation.

On réalise alors que ces politiques et ces pratiques de contrôle ont aussi, et peut-être surtout, une fonction imaginaire, celle de colmater l'angoisse même suscitée par la dissémination du pouvoir réel.

Dans ce travail de colmatage, de réparation imaginaire, l'idéologie révèle son rôle comme « mode de penser » : de panser les plaies ouvertes dans le tissu social et individuel par l'évolution socio-économique. Ainsi nos sociétés manifestent-elles à la fois cette perte du pouvoir réel et la montée correspondante d'un autre type de pouvoir, qu'on peut qualifier d'imaginaire en ce sens qu'il repose essentiellement sur la capacité à produire un discours idéologique de la légitimité. Ce discours rassure tout le monde, en énonçant, contre l'épreuve des faits, que la maîtrise est possible, qu'il y a bien encore un Maître quelque part, même si on ne le discerne plus bien, et que si ce n'est pas vous, en tout cas il vous aime bien, puisqu'il sait à l'occasion vous châtier bien.

À l'enseigne de l'idéologie, la psychologie se vend bien : livres, séminaires, thérapies, émissions radio, et maintenant « shows » télévisés. Elle se vend toujours moins bien qu'un spot publicitaire, mais mieux que la religion, et bientôt aussi bien que le discours politique. Ce qui est remarquable, c'est que le marché nous échappe, à nous psychologues, en grande partie, au profit de praticiens de la

communication formés « sur le terrain » et que les psychologues dûment et poliment formés à l'Université ont, quant à eux, toujours plus de mal à trouver un emploi.

C'est que la situation de notre profession illustre particulièrement bien, et à son détriment, ce pouvoir que confère l'organisation des hommes et de leurs institutions par un discours. Alors que la position du psychologue dans une société de communication est une position objective de pouvoir, ce psychologue est en fait menacé de disparaître : parce que la reconnaissance de ce pouvoir par les psychologues suscite un problème éthique qu'ils ne surmontent pas, mais surtout parce que la psychologie, comme corps de pratiques professionnelles et comme discipline scientifique s'y référant plus précisément sous le nom de psychologie clinique, a été progressivement confisquée, à différentes étapes de son évolution historique, par des discours scientifiques et professionnels particuliers : discours sectoriels, par référence auxquels l'objet d'une clinique psychologique s'est trouvé éclaté et décentré, selon les cas, comme para-médical, para-social, para-scolaire ; discours d'une certaine recherche en psychologie qui se réserve l'exclusivité du label « scientifique » ; discours « psychanalytique » reprenant de la théorie psychanalytique et de la pratique de la cure un certain nombre de clichés pas toujours articulés, et érigés en emblèmes d'une « nouvelle culture » ; discours sociologique assimilant l'ensemble des pratiques psychologiques à des pratiques de dépistage et de contrôle (tests).

En fait, ces multiples discours n'exerceraient pas sur notre profession de tels effets, si les psychologues ne contribuaient pas activement à s'y aliéner eux-mêmes en les intériorisant comme leurs (et comme leurs), y répondant sur un mode parfaitement imaginaire (= dans le miroir), soit en s'y identifiant positivement, soit en les rejetant en vrac, et souvent avec agressivité.

Le psychologue est donc un aliéné : c'est un comble pour un psychologue ! Mais peut-être, précisément, a-t-il à tenir un discours original, spécifique, du lieu même de cette aliénation.

Notre position est inconfortable. Cet inconfort tient à ce que l'objet de notre profession est au nœud des différents discours qui visent à le confisquer, assumant ainsi d'être des discours de pouvoir.

Mais, par là-même, cette position est aussi une position de *tiers* : c'est-à-dire de tiers exclu, sacrifié, si la profession se laisse happer dans les oppositions duelles de discours qui ne sont pas les siens, si donc elle se laisse objectiver par ces discours dans la position de bouc émissaire ; mais position qui peut à son tour devenir position de pouvoir si nous pouvons dépasser les oppositions duelles dans lesquelles ces discours nous enferment, le dépassement rendant alors possible la production d'un discours spécifique qui transcende et organise les précédents.

C'est en cela qu'on peut dire qu'un groupe menacé de disparaître peut être tout en même temps un groupe en position de prendre du pouvoir. Notre profession révèle d'ailleurs fréquemment ces situations où certains psychologues fonctionnent dans l'institution, soit comme victime-bouc émissaire, soit au contraire comme super-analyste de l'institution, voire comme « guru », la même personne pouvant d'ailleurs être tantôt l'un, tantôt l'autre, successivement.

Cette position d'inconfort est en effet génératrice d'idées du fait même de son inconfort : la menace pour la profession de disparaître dans la marée d'une idéologie sanitaire et sécuritaire gratinée de scientisme est aussi une invitation à penser l'avenir en termes de pouvoir pour rester dans la course.

Mais, dès lors, de quel pouvoir parle-t-on ? Car la bâtardise de notre profession resterait entière si un pouvoir accru devait nous faire renoncer à ce qui pourrait fonder notre fonction. Ou si, en d'autres termes, notre problème se déplaçait sur ce nouveau dilemme : ne pouvoir rien dire, ou pouvoir pour ne rien dire. Cela vaut-il la peine, en effet, de prendre le pouvoir pour faire la même chose que ceux qui l'ont déjà ?

Il est vrai que, familiarisés à l'approche du sujet souffrant, nous sommes davantage que d'autres praticiens de la communication sensibilisés aux multiples manières dont peut se poser le problème éthique dans l'exercice de notre profession, comme d'ailleurs dans la promotion que nous serions amenés à faire de cette profession sur la scène sociale. Cette sensibilité handicape nombre d'entre nous dans l'approche des problèmes de la profession en termes de pouvoir.

Il n'est possible de répondre à cette question qu'en travaillant la notion même de pouvoir, ce qu'on peut amorcer ici en distinguant au moins trois registres, ou niveaux, de ce pouvoir. Nous avons parlé du pouvoir *réel* comme étant celui qui tend à se disséminer dans les sociétés complexes, nous avons également parlé de l'hypertrophie qui y répond du pouvoir *imaginaire* comme étant celui de la maîtrise, se soutenant d'un discours de la légitimité. Cette utilisation des catégories lacaniennes du réel et de l'imaginaire nous amène logiquement à proposer l'idée d'un pouvoir *symbolique*, comme étant celui de l'autorité.

Ce premier travail de définition permettrait de distinguer entre un pouvoir qui tablerait sur un discours unanimiste, polarisant les énergies sur *l'ennemi*, toujours à détruire et toujours à reconstituer parce que c'est lui qui rassemble ; et un pouvoir qui tablerait sur un discours reconnaissant la multiplicité des positions des partenaires de la socialité, creusant même leurs différences, favorisant l'expression des conflits, bref un discours qui ne soit pas celui du « un pour tous, tous contre un », mais un discours du tiers, dont l'autorité reposerait sur ce qu'il rend impossible la formation d'un ennemi unique agrégeant les forces dans une dynamique duelle.

C'est évidemment une telle position de pouvoir qu'à notre avis ces « nouveaux psychologues » sont invités à occuper. Elle n'est pas facile, car une approche historique montrerait que les sociétés modernes se sont constituées à travers l'agrégation des forces individuelles et sociales dans des dynamiques duelles, sous la pression de l'État et de ses institutions qui ont confisqué les positions tierces à leur profit. Elle n'a ses chances que dans la dilution de fait du pouvoir réel *et* dans les contradictions internes et l'hypertrophie même du pouvoir imaginaire.

On ne saurait se prononcer ici sur le fait de savoir si les psychologues choisiront demain de répondre à une telle invitation, ou s'ils préféreront disparaître dans leur spécificité. Peut-être aussi, s'il y a beaucoup d'appelés, les difficultés théoriques, pratiques et éthiques attachées à une telle ambition impliquent-elles qu'il y ait cependant peu d'élus. La reconnaissance légale du titre, en cours au moment où nous écrivons, amènerait alors à distinguer progressivement entre psychologues en titre et psychologues en fonction.

Nous n'en sommes pas encore là. Mais on saisit que la position de plus en plus importante des psychologues dans notre société les invite à une réflexion sur leur discipline, réflexion à la fois épistémologique, politique et éthique. C'est bien à l'accueil de cette réflexion qu'est destinée cette nouvelle revue, ainsi qu'en témoignent, nous l'espérons, les contenus de ce premier numéro.

Patrick Schmoll